     

**SAES – SELS - SNEEL/CNTS – SUDES – SYPROS – UDEN**

**Union syndicale pour une Education de Qualité (USEQ)**

**Déclaration sur le rapport de H.R.W**

Le rapport de Human Rights Watch publié le 18/10/2018 sur *« l’exploitation sexuelle harcèlement et abus dans des écoles secondaires au Sénégal* » a naturellement provoqué un tollé général dans le pays, particulièrement dans le monde de l’éducation. Dans les débats qu’il a suscités, à tord ou à raison, des dénégations et des procès d’intention ont eu la part belle.

Les syndicats de l’USEQ pour leur part, ont tenu à prendre connaissance du rapport dans son entier, à l’analyser en profondeur pour fonder une position concertée sur le document qui aborde une question sensible.

D’emblée les syndicats de l’USEQ considèrent que le rapport de H.R.W porte un péché originel inexcusable dans toute démarche scientifique. En effet, pour l’USEQ, c’est à partir **d’échantillons dérisoires voire insignifiants dans les enquêtes de terrain, que H.R.W** a tiré **des conclusions généralisantes hâtives et abusives** qui **injustement singularisent le Sénégal dans** **le concert des nations, discréditent et stigmatisent ses enseignants**.

Il s’y ajoute des affirmations péremptoires très réductrices sur des problématiques de grande complexité, du genre : « le faible taux de maintien des filles à l’école semble être étroitement lié à la crainte que les filles soient exposées au harcèlement sexuel et à la violence sexiste à l’école » (p19).

Au total, par sa portée retentissante à l’échelle mondiale, le rapport a porté un grand tord et un préjudice certain à l’image du Sénégal et de ses enseignants, ce, sur la base d’une étude très sommaire à tous égards. C’est ce qui peut fonder le doute sur l’objectivité et la neutralité du rapport et de son commanditaire.

Néanmoins, l’USEQ considère qu’il ne faut pas non plus « **rejeter le bébé avec l’eau du bain** », en se mettant dans la dénégation systématique et tous azimuts. Cela relève d’une politique d’autruche dangereuse.

En effet, pour l’USEQ, certes l’ampleur donnée aux abus sexuels dans nos établissements scolaires est loin d’être démontrée dans le fameux rapport, mais celui-ci a le mérite de mettre le doigt sur un problème réel qui y existe, auquel il convient d’être attentif et contre lequel il faut sévir pour enrayer définitivement le développement d’un tel fléau. Ce développement est en effet possible, à la faveur d’une part, des négligences et silences coupables des autorités compétentes à tous les niveaux, d’autre part, de l’insuffisance, de la négligence voire de l’absence de formation initiale et continue en matière d’éthique et de déontologie professionnelles des enseignants depuis au moins deux décennies.

Dans une telle perspective, l’USEQ recommande des enquêtes et analyses indépendantes, exhaustives et approfondies pour cerner toutes les dimensions du problème en vue de la mise en place **d’un dispositif opérationnel de protection rigoureuse, efficace et permanente de l’ensemble des droits humains d’une couche juvénile particulièrement vulnérable : les filles aujourd’hui, massivement scolarisée dans les établissements publics et privés du pays à la faveur de décennies de campagnes de SCOFI.** Dès lors, il revient aux pouvoirs publics en particulier, de créer toutes les conditions de sécurité et d’épanouissement pour la rétention durable des filles à tous les niveaux de notre système éducatif et de formation.

**Dakar le 21/10/2018**

**La plénière de l’USEQ**